

LE TISSU INDUSTRIEL SOUS LA MENACE DE LA FAILLITE

# 2.500 entreprises dans le rouge

Les défaillances d'entreprises ont significativement augmenté cette année, confirmant ainsi, une tendance qui se poursuit depuis cinq ans et qui risque de se poursuivre encore l'année prochaine. Notre industrie est plus que jamais malade de ses entreprises.

SEDDIK MOUAFFAK

**A** lors que la tendance est au recul à l'international (moins de 8% en 2014), Euler Hermès, le leader mondial dans les solutions d'assurance des échanges commerciaux, table sur une croissance de 10% des défaillances d'entreprises au Maroc cette année et les années suivantes. Pour arriver à ce résultat, le groupe d'assurances européen établit un "Indice Global des Défaillances", qui prend en compte le poids économique de chaque pays sur un échantillon de 42 pays. En identifiant trois zones de l'économie mondiale, l'analyse du groupe (Cf. *Euler Hermès: Bulletin économique*, numéro 1207, mai 2014) par pays, par secteur et par taille d'entreprises montre à quel point le redressement industriel est disparate et fait ressortir d'importantes zones à risque, dont le Maroc. Selon cette étude, notre pays, à l'instar de certains pays émergents comme le Brésil, incarne bien les problèmes qu'un pays en retard de rattrapage économique qui doit affronter à la fois l'instabilité extérieure due à l'ouverture économique et la faiblesse de la croissance économique.

Ces facteurs ont une influence majeure sur la rentabilité et la solvabilité des entreprises marocaines, notam-

ment dans le secteur des industries traditionnelles. Rentabilité et solvabilité mises à mal non seulement par la baisse des commandes et la tension sur les trésoreries, puisque beaucoup de sociétés disparaissent en raison d'une mauvaise gestion du besoin en fonds de roulement, mais aussi par la dégradation des délais de paiement qui fait souffrir plus particulièrement les Très Petites Entreprises (TPE) et les PME.

## MANQUE DE VISIBILITÉ

Les entreprises qui sont en défaillance, au nombre de 2.500 et dont le nombre a augmenté de 15% sur un an selon les statistiques d'"Inforisk", le spécialiste dans le renseignement commercial sur les sociétés marocaines, se trouvent notamment dans l'industrie et le bâtiment-travaux publics (BTP) qui pèsent le tiers des défaillances d'entreprises au premier semestre 2014. La sidérurgie -et par extension les industries métallurgiques, mécaniques et électromécaniques (IMME)- est un secteur qui n'échappe pas aussi à ce risque. Un secteur fortement ouvert à la concurrence et qui manque notamment de visibilité quant à la stabilité des taxes et des droits de douane applicables pour les importations des tôles laminées à chaud ou



© Photo DR

à froid, un intrant principal de cette industrie. D'autres activités économiques comme les sociétés de commerce et de réparation automobile, représentent, selon "Inforisk", 33% des défaillances, loin devant l'immobilier et les services aux entreprises avec 19%. La situation paraît encore plus inquiétante si on ajoute à ces défaillances, les plus de 120.000 entreprises, soit 33 et 35% du tissu des entreprises, qui seraient en sommeil.

### CONCURRENCE MONDIALE

Ces informations sur les défaillances d'entreprises confirment encore une fois que notre industrie, notamment celle de type traditionnel est plus que jamais malade de ses entreprises et ce, depuis que le taux de croissance de l'économie ne fait que baisser régulièrement, pour descendre, après le pic de 2006 (8%), en dessous de la moyenne de 4% en 2014. L'économie marocaine est, en effet, touchée de plein fouet par la concurrence mondiale qui s'exerce sur son tissu industriel. Tissu plus que jamais dégradé, malgré la relative réussite de certains "métiers industriels mondiaux".

En effet, si l'automobile et l'aéronautique ont le vent en poupe et si l'électronique arrive à tirer son épingle du jeu en connaissant une progression certaine, les secteurs industriels traditionnels sont en plus mauvaise posture. Dans le textile, les commandes européennes ont baissé de près de 30% entre 2010 et 2011. Quant aux entreprises agroalimentaires, elles souffrent de l'augmentation des prix des denrées, qui les a obligées à rogner leurs marges. L'industrie des médicaments, qui a enregistré des croissances à deux chiffres entre 2006 et 2010, va aussi mal depuis, avec un chiffre d'affaires en baisse, en 2012, de 100 millions de dirhams par rapport à 2013. Seule embellie dans les activités traditionnelles, du moins jusqu'à l'année dernière, la bonne santé du secteur extractif avec les résultats souvent exceptionnels de l'Office Chérifien des Phosphates (OCP) et de Managem très actif à l'international.

La nouvelle stratégie industrielle sera-t-elle en mesure de mettre fin à cette hémorragie? Rien n'est moins sûr pour l'immédiat. Surtout lorsqu'on entend du côté du patronat que la politique du gouvernement reste marquée par une ambivalence. Si d'un côté, cette politique privilégie le réalisme économique, l'orthodoxie budgétaire et la "diversification stratégique" au niveau de l'industrie (l'automobile arrive en tête des exportations, à la place du textile), ce qui enchante les investisseurs; de l'autre, elle se place du côté des salariés en décrétant une hausse du salaire minimum de 10% sur deux ans à partir de juillet 2014, un risque de «perte de compétitivité» et de réductions d'emplois, critique Meriem Bensalah Chaqroun, la patronne des patrons. D'autres voix s'élèvent aussi, parmi ce même patronat, pour préconiser une certaine dose de protectionnisme, qui, selon eux, n'est pas toujours contreproductif. Et ce, d'autant plus que certains pans de l'industrie locale en plus mauvaise posture, sont victimes du tout import. Or, une telle option n'enchante pas tout le monde. Car, si d'un côté le protectionnisme est vital pour certains groupes de producteurs; de l'autre, il coûte cher à l'ensemble des consommateurs. Alors que faire? ■



Entretien express avec

**Saâd Hamoumi,**  
*président de la Commission  
PME à la CGEM*

Recueillis par M. Kabbaj

## “Les entreprises les plus fragiles n'ont plus le souffle pour tenir”

**Maroc Hebdo: Un rapport de Euler Hermès révèle que le risque de défaillance des PME marocaines va augmenter sensiblement cette année et dans les années à venir. Cela vous surprend?**

**Saâd Hamoumi:** Le constat qui est fait et relevé dans le cadre de ce rapport n'est pas du tout surprenant.

En effet, nous faisons face encore à une situation où la plupart des secteurs se plaignent du retard de la relance économique dans notre pays. Les TPE et PME les plus fragiles n'ont plus le souffle pour tenir, d'où une augmentation notable de défaillances.

**A quoi cela est-il dû selon votre avis et selon les échos recueillis par les PME?**

**Saâd Hamoumi:** Notre économie souffre d'une trop forte dépendance par rapport à l'Europe et plus particulièrement l'Espagne et la France.

Ces deux pays sont encore enlisés dans des réformes de sortie de crise qui devraient avoir des résultats probants vers le début de 2015.

En attendant, nos petites structures qui ne peuvent pas compter sur un pouvoir d'achat intérieur dynamique ne peuvent qu'espérer une relance salvatrice grâce à l'ouverture de nouveaux marchés telle que prévue dans la nouvelle stratégie de développement du Maroc (Afrique subsaharienne, MENA...)

**Comment expliquez-vous que le secteur bancaire est frileux quant à la prise de risques malgré la garantie de l'Etat?**

**Saâd Hamoumi:** Le secteur bancaire est le premier à connaître l'état de santé des entreprises du fait de la proximité que sa fonction lui permet d'avoir avec le secteur privé. De ce fait, lorsque les risques d'impayés, cessations de paiement et liquidations apparaissent, ce secteur devient plus frileux et peu enclin au financement de la trésorerie des entreprises.

En ce qui concerne la garantie déployée par l'État à travers la Banque centrale du Maroc, la CCG... elle est certes déployée mais n'arrive pas pour l'instant à résorber et répondre aux besoins des entreprises. Aussi faut-il se poser la question sur les raisons: est-il utile d'augmenter les budgets alloués? Faut-il communiquer plus sur les dispositifs mis en place? Ou réfléchir à un autre mode de fonctionnement idoine apte à répondre aux besoins en financement des TPE/PME (Banque PME)? ■